



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-cinquième session

Thimphou (Bhoutan), 17-20 février 2020

Rapport du Bureau de l'évaluation de la FAO sur la synthèse régionale des enseignements tirés des évaluations des programmes de pays et les tendances qui en ressortent – Asie et Pacifique (2014-2019)

Résumé

Le présent document est une synthèse des résultats des évaluations réalisées entre 2014 et 2019 par le Bureau de l'évaluation de la FAO, qui a analysé la contribution de la FAO, les problèmes rencontrés et les enseignements tirés afin d'étayer les décisions concernant les priorités et les actions futures dans la région Asie et Pacifique.

L'initiative régionale Défi Faim zéro et les sous-thèmes interdépendants, à savoir la sécurité alimentaire et la nutrition, les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments, ont été considérés comme les plus importants pour répondre aux besoins et aux priorités de la région. C'est pourquoi il a été proposé de les placer au centre de l'analyse.

Dans la région Asie et Pacifique, le nombre de personnes souffrant de l'insécurité alimentaire était estimé à 959 millions en 2019. En outre, plus de la moitié des enfants touchés par la malnutrition à l'échelle mondiale vivent dans cette région et la réduction de la faim et de la malnutrition stagne dans toutes les sous-régions. C'est aussi la région du monde où la prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité augmente le plus rapidement.

L'initiative régionale Défi Faim zéro aide les pays de la région à créer un environnement propice à des systèmes agricoles et alimentaires viables au plan écologique, intelligents face au climat et tenant compte de la nutrition. Les activités régionales menées au titre de cette initiative comprenaient des consultations, des tables rondes ministérielles et des conférences, comme celle organisée par la FAO en coopération avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) sur le thème «Accélérer les efforts visant à éliminer la faim et la malnutrition», qui ont permis de favoriser l'évolution des politiques et de renforcer les approches intersectorielles à l'appui de la concrétisation des objectifs.

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org.

Principales constatations

Résultats obtenus – La FAO est parvenue à faciliter et coordonner un dialogue sur les politiques, à faire œuvre de sensibilisation et à appeler l'attention des responsables politiques de haut niveau sur l'objectif commun qui consiste à éliminer la faim et la malnutrition, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD). Les produits de la connaissance, les directives et les outils d'évaluation élaborés par l'Organisation sont reconnus, appréciés et fréquemment utilisés. La FAO a collaboré avec succès avec des institutions partenaires, tant au niveau régional qu'à l'échelon des pays, et a renforcé des partenariats, en particulier avec les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des forêts. Les partenaires non traditionnels font désormais l'objet d'une attention accrue mais il convient tout de même de poursuivre les efforts à cet égard. L'élaboration de réglementations et la mise en œuvre des normes en matière de sécurité sanitaire, de qualité et d'hygiène des aliments ont été fructueuses et extrêmement pertinentes du point de vue des questions de sécurité sanitaire des aliments et du potentiel commercial de la région.

Facteurs propices – Les facteurs qui ont permis à la FAO de contribuer efficacement aux processus à l'échelon national étaient l'accès à des arrangements de partenariat mondiaux et les cadres stratégiques y afférents, ainsi que l'existence de directives normatives et techniques et de produits de la connaissance. La disponibilité et la continuité du personnel, ainsi que l'accès au groupe d'experts régional ou du Siège, étaient d'autres facteurs importants qui aidaient les bureaux de pays de la FAO à obtenir des résultats.

Facteurs contraignants – L'efficacité de la FAO était fortement restreinte par les capacités financières et humaines disponibles dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. En outre, faute d'informations fondées sur des éléments factuels et spécifiques au contexte, il était plus difficile pour l'Organisation d'influencer les politiques, de concevoir des interventions efficaces et de suivre les progrès accomplis au niveau national.

Lacunes – L'équipe d'évaluation a conclu que la FAO n'obtenait pas de résultats satisfaisants pour ce qui était de mettre en œuvre des programmes concrets ayant des effets mesurables en matière de réduction de la faim et de la malnutrition. Les interventions se limitaient souvent à des activités pilotes ou de relativement courte durée et couvrant une zone restreinte, ce qui ne permettait pas d'obtenir les résultats escomptés. Les évolutions des chaînes de valeur auxquelles la FAO a contribué n'apportent pas encore de valeur ajoutée non négligeable. Des stratégies de retrait sont nécessaires pour assurer une continuité fluide des activités une fois que la participation de la FAO aux programmes cesse, mais elles faisaient souvent défaut. De plus, il existait rarement des mécanismes de suivi et d'évaluation systématiques au sein des projets et des programmes de la FAO et la fonction de gestion, de communication et de diffusion des connaissances de l'Organisation était faible.

Questions nouvelles – L'insécurité alimentaire et la malnutrition en milieu urbain, ainsi que le double fardeau de la malnutrition, à savoir l'excès pondéral et l'obésité, sont les nouveaux défis qui se font jour dans la région.

Conclusions – L'initiative Défi Faim zéro vise à répondre aux besoins prioritaires de la région en matière de développement, avec l'appui de la FAO, et l'élimination de la faim et de la malnutrition est devenue progressivement un objectif commun des cadres régionaux et nationaux. La FAO a constitué un vaste réseau de partenaires, est reconnue en tant que fournisseur de capacités, d'informations et de connaissances et a apporté une contribution considérable à l'élaboration des politiques et des plans multisectoriels de ses partenaires qui accordent la priorité à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'investissement dans le développement des chaînes de valeur peut véritablement soutenir la croissance économique et participer à la sécurité alimentaire dans la région. La sécurité alimentaire et la nutrition en zones urbaines, ainsi que les problématiques de l'excès pondéral et de l'obésité, sont des questions d'apparition récente dans la région.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée à prendre note des recommandations ci-après:

Recommandation 1 – Il convient d'accorder davantage d'attention à l'élaboration de produits de la connaissance, d'informations et de directives spécifiques au contexte qui permettent de combler les manques des pays et des partenaires en matière d'informations et de connaissances sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Une approche plus systématique de la gestion et du partage des connaissances améliorerait la visibilité de la FAO, la reconnaissance dont elle jouit et la confiance des partenaires s'agissant d'investir dans des approches prometteuses. La mutualisation des enseignements tirés par les pays au sein de la région ou à l'échelle mondiale pourrait favoriser le transfert de connaissances, créer des synergies et améliorer l'efficacité et l'efficacé. Il serait possible d'exploiter les plateformes existantes à cet effet.

Recommandation 2 – Les réseaux avec des partenaires non traditionnels pourraient être renforcés et permettre ainsi une intégration plus forte des approches fondées sur le choix des aliments dans des secteurs tels que la santé, l'éducation ou la protection sociale. Une collaboration plus active avec des entités du secteur privé est un besoin qui se fait jour dans la région; elle permettrait d'améliorer l'impact et la pérennité des investissements liés à la sécurité sanitaire des aliments et aux chaînes de valeur. L'élargissement des partenariats avec des instituts de recherche pourrait offrir des possibilités non négligeables d'améliorer les politiques tenant compte de la nutrition et la prestation de services. Ce point est aussi important pour répondre aux besoins nouveaux et trouver des solutions viables à des questions comme le double fardeau de la malnutrition, les régimes alimentaires sains et l'obésité/excès pondéral ou encore la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain. Compte tenu de son haut niveau et de son caractère multisectoriel, ainsi que du fait qu'il bénéficie de l'appui de donateurs incontournables, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) constitue une plateforme adéquate pour mener activement le dialogue sur les approches tenant compte de la nutrition.

Recommandation 3 – Il ressort des résultats des évaluations qu'il est nécessaire de mettre en avant un nouvel aspect du renforcement systématique de la sécurité sanitaire des aliments sur l'ensemble de la chaîne de valeur et de renforcer les liens avec les marchés, notamment au moyen de la participation du secteur privé. Il conviendrait d'accorder davantage d'attention aux choix qui s'offrent pour ce qui est de diversifier les chaînes de valeur afin d'améliorer l'accès à une alimentation plus variée et, partant, de contribuer à une meilleure nutrition, en particulier au sein des populations vulnérables. Une coopération plus étroite entre les équipes d'experts situées dans les bureaux de pays, au bureau régional et au Siège pourrait aider à tirer des enseignements des bonnes pratiques de façon à améliorer la conception et à renforcer l'impact des chaînes de valeur alimentaires sur l'augmentation des revenus et la disponibilité d'aliments sans danger et nutritifs qui contribuent à une alimentation variée.

Recommandation 4 – La FAO doit collaborer avec des partenaires afin de trouver des moyens d'intégrer l'alimentation et la nutrition dans des investissements agricoles de grande ampleur. Des enseignements concrets découlent des activités menées en Afghanistan, au Bangladesh et au Cambodge. Le groupe d'experts de la FAO pourrait aider les bureaux décentralisés à transposer les enseignements tirés à l'échelle mondiale dans le contexte d'un pays donné et, partant, faciliter leur intégration active dans des programmes concrets. Par ailleurs, l'excès pondéral et l'obésité sont reconnus comme des problématiques nouvelles en Asie et dans le Pacifique, qui réclament davantage de recherche et de solutions novatrices, ainsi qu'une action urgente destinée à alléger ce fardeau.

Recommandation 5 – L'existence d'un système efficace de suivi et d'évaluation permettrait d'exploiter systématiquement les réalisations de la FAO et de communiquer à ce sujet. Il conviendrait d'adopter une approche axée sur les résultats en matière de gestion, qui ouvre des voies et établisse un cadre logique comprenant des objectifs clairs et des indicateurs relatifs aux résultats, pour suivre les progrès accomplis. Les futurs cadres de programmation par pays (CPP) doivent prévoir une forte intégration du suivi et de l'évaluation dans toutes les activités de programme. Des moyens novateurs

d'inciter au suivi et à l'évaluation et de les intégrer dans les modalités de conception et de mise en œuvre des programmes pourraient permettre de renforcer ces systèmes.

Recommandation 6 – Il convient d'élaborer des stratégies de retrait et des plans de mise en œuvre, ainsi que de convenir de leur contenu au début de chaque opération. Pour être fluide, la sortie de la FAO doit reposer sur une approche stratégique qui permette d'exploiter et de renforcer les capacités existantes, de favoriser la prise en main et de fixer des jalons pour le transfert progressif des responsabilités. Collaborer avec un large éventail de partenaires, clarifier les responsabilités, créer des exemples reproductibles et préparer et faciliter l'application de directives relatives à la mise en œuvre contribue à renforcer et à pérenniser la démarche après la phase d'appui actif.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique (APRC)

APRC@fao.org

Introduction

1. Le Bureau de l'évaluation de la FAO réalise des évaluations qui permettent à l'Organisation de rendre compte à ses États Membres, de faire le point sur les travaux accomplis à l'appui de la concrétisation de ses objectifs stratégiques (OS) et de mesurer ses résultats. Ces évaluations servent de base à l'élaboration de programmes et de stratégies, contribuent à l'apprentissage interne et étayent les décisions visant à apporter des améliorations.

2. Le Comité du Programme, l'un des organes directeurs de la FAO, examine les faits, formule des recommandations et suit l'application de celles-ci. À sa cent vingt-cinquième session, il a invité le Bureau de l'évaluation à rédiger des synthèses régionales portant sur les enseignements tirés des évaluations et à les présenter aux conférences régionales de la FAO prévues pour 2020.

3. La Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique est évidemment la cible principale de ce rapport de synthèse. Néanmoins, les informations que celui-ci contient peuvent aussi bénéficier au bureau régional, au bureau sous-régional et aux bureaux de pays, ainsi qu'aux départements du Siège de la FAO.

Finalité, objectifs et ampleur de la synthèse régionale

4. La synthèse régionale a pour finalité d'informer la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique des résultats, des problématiques et des enseignements mis en lumière par les évaluations que le Bureau de l'évaluation a menées entre 2014 et 2019 et, partant, d'étayer les décisions concernant les priorités et les actions futures. La synthèse régionale relève d'un objectif plus large qui consiste à renforcer l'utilité des évaluations et leur utilisation par les membres des organes directeurs, en particulier au niveau régional.

5. La synthèse régionale aborde les questions suivantes:

- a. Résultats obtenus grâce à l'appui de la FAO – Dans les domaines prioritaires/thématiques régionaux, quels sont les principaux résultats obtenus grâce à l'appui prêté par la FAO à la région et aux pays de la région?
- b. Nouveaux enjeux et lacunes – Quels enjeux et lacunes dégagés par les évaluations nécessitent l'attention/examen de la Conférence régionale de la FAO?
- c. Enseignements à retenir – Quels enseignements peut-on tirer des évaluations pour étayer les programmes/actions futurs de la FAO dans la région?

Méthode

6. Le Bureau de l'évaluation a examiné les documents de la Conférence régionale afin de recenser les initiatives régionales et les priorités répondant aux enjeux régionaux. Il s'est également penché sur les rapports d'évaluation de façon à repérer les évaluations tenant compte des priorités régionales. Les critères appliqués au choix des évaluations étaient les suivants: i) sujets considérés comme prioritaires lors des récentes conférences régionales et pertinents du point de vue des OS de la FAO et des objectifs de développement durable (ODD); ii) trois ou quatre sujets par région au maximum et au moins trois ou quatre évaluations disponibles par sujet.

7. À la lumière des besoins et des priorités de la région, le Bureau de l'évaluation a estimé que le Défi Faim zéro était le sujet le plus prépondérant et l'a donc proposé comme thème de la présente synthèse.

8. Au total, il a passé en revue 61 rapports d'évaluation afin d'établir leur pertinence du point de vue du Défi Faim zéro. Ces documents portaient notamment sur des évaluations de programme de pays (EPP), des évaluations de projet par pays, des évaluations de projet mondiaux et des évaluations thématiques intéressant la région. Finalement, 22 rapports d'évaluation ont été jugés pertinents et inclus dans l'analyse.

9. L'initiative régionale Défi Faim zéro et les sous-thèmes connexes et interdépendants que sont la sécurité alimentaire et la nutrition, les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments ont été sélectionnés pour la synthèse. À cet égard, ce document présente les travaux de la FAO au niveau des politiques et de la mise en œuvre, les partenariats, les connaissances et les travaux normatifs, ainsi que les éléments de gestion de programme.

Tableau 1: Rapports d'évaluation examinés et inclus dans l'analyse

| Évaluations | Disponibles/examinées | Incluses et analysées |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Thématiques/stratégiques | 18 | 8 |
| Projets mondiaux | 19 | 3 |
| Projets dans la région Asie et Pacifique | 17 | 4 |
| Programmes de pays | 7 | 7 |
| Total | 61 | 22 |

Limites

10. Les évaluations examinées ont été réalisées entre 2014 et 2019 et portaient sur des projets dont certains avaient débuté avant 2014. Par conséquent, les constatations formulées sont le reflet d'une situation passée et ne constituent pas un bilan actualisé des progrès accomplis. Faute de temps, les résultats d'évaluation n'ont pas pu être complétés par des entretiens.

11. Les priorités thématiques de la région n'ont pas été évaluées de façon homogène. Du fait de la diversité des thèmes d'évaluation et de l'absence de données quantitatives, il est difficile de synthétiser, de comparer et de présenter des éléments tangibles sur les réalisations et les progrès constatés pour les pays et pour l'ensemble de la région.

12. Il convient également de noter que la synthèse présentée ici se fonde sur les évaluations réalisées et ne brosse pas un tableau exhaustif de la contribution de la FAO à la réduction de la faim et de la malnutrition en Asie et dans le Pacifique. Des évaluations approfondies des cadres de programmation par pays (CPP) de la FAO, par exemple, ont été effectuées dans sept des 36 pays où l'Organisation intervient.

Structure du présent rapport

13. Le présent rapport se divise en quatre chapitres. Le premier présente la finalité, les objectifs, la portée et la méthode de la synthèse régionale. Le deuxième résume le contexte régional, tel que décrit dans l'aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition (*Regional Overview of Food Security and Nutrition*), la structure régionale, les priorités et les travaux de la FAO au titre de l'initiative régionale Défi Faim zéro. Dans le troisième figurent les constatations effectuées, qui correspondent aux questions clés. Enfin, le quatrième contient les principales conclusions et recommandations.

Contexte régional

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région

14. La lutte contre la faim et la malnutrition est au point mort dans toutes les sous-régions d'Asie et du Pacifique, qui comptent 486 millions de personnes sous-alimentées et 959 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire modérée à grave. Plus de la moitié des enfants atteints de malnutrition à l'échelle mondiale vivent en Asie et dans le Pacifique. En 2018, le taux de retard de croissance dépassait 20 pour cent dans la majorité des pays de la région¹.

¹ FAO. 2019. *Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition: Placing Nutrition at the Centre of Social Protection* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i6481e.pdf>). FAO. 2018. *Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition: Accelerating progress towards the SDGs* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA0950EN/CA0950EN.pdf>).

15. Par ailleurs, la région Asie et Pacifique est celle qui enregistre la plus forte progression de la prévalence de l'obésité dans le monde, du fait de l'évolution des régimes alimentaires et des modes de vie. Ce problème ne concerne pas uniquement les populations urbaines ou industrialisées mais aussi les zones rurales, où la faim et l'obésité coexistent au sein d'une même communauté, voire d'un même foyer. L'insécurité alimentaire et la malnutrition en milieu urbain constituent un autre défi nouveau dans la région, qui découle en partie de la migration des familles les plus pauvres vers les villes².

16. Les causes profondes de la faim et de la malnutrition sont multidimensionnelles. L'accès limité aux services sociaux ou leur mauvaise qualité, l'accès économique réduit et la pénurie d'eau, ainsi que les inégalités entre les sexes dans toutes les dimensions en jeu, sont parmi les plus courantes. La volatilité des marchés alimentaires et les fluctuations des prix des denrées alimentaires ont une incidence sur la qualité des régimes alimentaires. En outre, la région Asie et le Pacifique est la région du monde la plus sujette aux catastrophes naturelles³. Les catastrophes liées au climat ont des conséquences de plus en plus lourdes⁴.

17. Dans l'ensemble de la région, l'agriculture est le principal employeur des femmes et la contribution de celles-ci à ce secteur est essentielle: les femmes représentent jusqu'à 50 pour cent de la main-d'œuvre agricole en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est et environ 30 pour cent en Asie du Sud. En Asie du Sud, jusqu'à 70 pour cent des femmes actives tirent leur revenu d'activités agricoles.

18. La croissance économique se poursuit dans la région mais elle ne bénéficie pas à tout le monde. Les écarts de revenu et les inégalités sociales se creusent depuis 25 ans, ce qui va à l'encontre des évolutions positives⁵.

Structures régionales

19. La FAO compte 41 États Membres dans la région Asie et Pacifique. Son Bureau régional est basé à Bangkok (Thaïlande). Il existe un bureau sous-régional pour les îles du Pacifique, situé à Apia (Samoa). Par ailleurs, la FAO dispose de représentants dans 15 pays et d'un bureau de liaison au Japon⁶. Outre ses responsabilités de direction stratégique, sensibilisation, liaison, coordination et partage d'informations, le Bureau régional prête un appui à plus de 300 projets intéressant la nutrition, l'agriculture, l'eau, les forêts, l'élevage, la pêche ou le changement climatique (FAO, page web du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, 2019).

20. Il existe cinq commissions régionales, respectivement chargées des statistiques agricoles, de la production et de la santé animales, de la pêche, des forêts et de la protection des végétaux, qui garantissent la légitimité et la prise en main des produits régionaux. Ces commissions établissent les priorités des travaux sectoriels et guident les décisions relatives aux interventions aux niveaux national et régional.

21. La FAO collabore étroitement avec des entités régionales qui facilitent l'intégration régionale. S'agissant du programme alimentaire et nutritionnel, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) revêtent une importance particulière et la sécurité alimentaire est l'un de leurs principaux domaines de coopération. Plus récemment, sous l'égide du Groupe des Nations Unies pour le développement dans la région Asie et Pacifique, la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont créé une équipe spéciale régionale

² FAO. 2018. *Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition: Accelerating progress towards the SDGs* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA0950EN/CA0950EN.pdf>).

³ FAO. 2019. *Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition: Placing Nutrition at the Centre of Social Protection* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i6481e.pdf>).

⁴ FAO. 2018. *Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition: Accelerating progress towards the SDGs* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA0950EN/CA0950EN.pdf>).

⁵ FAO. 2019. *Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition: Placing Nutrition at the Centre of Social Protection* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i6481e.pdf>).

⁶ FAO. 2017. *FAO in Asia and the Pacific, Working to eradicate hunger, malnutrition and poverty* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i7725e.pdf>).

dont l'objectif est d'encourager l'action régionale en faveur de la nutrition dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies.

22. Les conférences régionales biennales sont les enceintes officielles où des représentants de haut niveau des États Membres et d'organes non gouvernementaux, intergouvernementaux, nationaux et régionaux débattent des enjeux, des priorités et des orientations futures qui concernent la région et où le Programme de travail pluriannuel est présenté.

Priorités régionales

23. Les objectifs essentiels de la FAO dans la région Asie et Pacifique sont l'élimination de la faim et de la pauvreté et l'amélioration des moyens d'existence et de la nutrition, aux fins de la concrétisation des ODD. Les initiatives régionales de l'Organisation permettent de renforcer les mécanismes en place pour une fourniture efficace des services au niveau des pays⁷. En 2018, la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a proposé de reconduire trois initiatives régionales existantes: le Défi Faim zéro, l'Initiative en faveur de la croissance bleue et l'initiative sur les chaînes de valeur pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les îles du Pacifique. Deux nouvelles initiatives ont été ajoutées: l'initiative sur le changement climatique et l'initiative Un monde, une santé⁸. Le Défi Faim zéro, considéré comme l'initiative la plus prépondérante, a été choisi pour la synthèse présentée ici.

24. L'objectif Faim zéro correspond à la vision d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel personne n'est laissé pour compte. Le Défi Faim zéro a été lancé à l'échelle mondiale en juin 2012 et la FAO a fixé des objectifs stratégiques en conséquence. Pour atteindre ces objectifs d'ici à 2030, l'Asie et le Pacifique doivent, chaque mois, faire en sorte que trois millions de personnes supplémentaires ne souffrent plus de la faim⁹.

25. Actions relevant de l'initiative régionale Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique – L'initiative régionale Défi Faim zéro vise à aider les pays de la région à créer un environnement propice à des systèmes agricoles et alimentaires viables au plan écologique, intelligents face au climat et tenant compte de la nutrition. Mise en œuvre initialement au Bangladesh, au Myanmar, au Népal, en République démocratique populaire lao et au Timor-Leste, elle a été étendue au Cambodge, aux Fidji, au Pakistan, à la Thaïlande et au Viet Nam (FAO, page web du Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, 2019).

26. Les activités régionales menées dans le cadre de l'initiative régionale Défi Faim zéro comprenaient des consultations et des ateliers sur les thèmes suivants:

- a. amélioration des politiques nutritionnelles grâce à la coordination intersectorielle (ANASE/FAO);
- b. cultures et espèces négligées et sous-utilisées en Asie;
- c. lancement du Programme de coopération technique (PCT) régional destiné à créer des environnements propices à une agriculture tenant compte de la nutrition, en vue de combattre la malnutrition¹⁰;
- d. table ronde ministérielle sur l'élimination de la faim à la trente-quatrième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique;

⁷ *Ibid.*

⁸ FAO. 2018b. *Résultats et priorités en ce qui concerne les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique*. APRC/18/6. Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, trente-quatrième session, Nadi (Fidji), 9-13 avril 2018.

⁹ FAO. 2019. *Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition: Placing Nutrition at the Centre of Social Protection* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i6481e.pdf>).

¹⁰ FAO. 2017. *Regional Inception Workshop for Regional TCP on Creating Enabling Environments for Nutrition-Sensitive Food and Agriculture to Address Malnutrition under the Regional Initiative on Zero Hunger Challenge*. Bangkok, Thaïlande (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/asiapacific/events/detail-events/en/c/1435/>).

- e. consultations d'experts sur le renforcement du développement de l'agriculture de montagne, de la sécurité alimentaire et de la gouvernance de la nutrition, au service de l'élimination de la faim.

27. La FAO, en coopération avec l'IFPRI, a également organisé une manifestation mondiale sur le thème «Accélérer les efforts visant à éliminer la faim et la malnutrition» en Thaïlande. Cette réunion a été l'occasion de partager des données et des éléments permettant de trouver des catalyseurs et de tirer des enseignements en vue d'améliorer les résultats nutritionnels.

28. Parmi les activités nationales, on peut citer un symposium sur le recours à l'agriculture tenant compte de la nutrition pour améliorer les résultats nutritionnels, le suivi des plans d'action et d'investissement par pays et l'évaluation de la sécurité alimentaire, l'appui à la préparation du lancement du Défi Faim zéro et des campagnes y afférentes, la création des structures de gouvernance nécessaires (comité directeur, bureau, par exemple), la mise en œuvre d'activités pilotes, l'élaboration de plans d'action multisectoriels et le lancement de l'initiative Défi Faim zéro au Bangladesh, au Népal, au Timor-Leste et au Viet Nam.

Constatations

29. La présente section porte sur la contribution de la FAO au Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique. Il présente les résultats relatifs aux sous-thèmes que sont la sécurité alimentaire et la nutrition, les chaînes de valeur tenant compte de la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments, en mettant l'accent sur les travaux de la FAO aux niveaux des politiques et de la mise en œuvre, les partenariats, les connaissances et les activités normatives, ainsi que les éléments de gestion de programme.

Résultats obtenus

Constatation 1 – Grâce à son approche stratégique, la FAO est parvenue à faciliter et coordonner un dialogue sur les politiques, à rationaliser les activités, à faire œuvre de sensibilisation et à appeler l'attention des responsables politiques de haut niveau sur l'objectif commun qui consiste à éliminer la faim et la malnutrition, notamment dans le cadre du programme des ODD.

30. Il est ressorti des évaluations examinées que la FAO était parvenue à sensibiliser les responsables politiques et les décideurs au plus haut niveau et à faire œuvre de plaidoyer auprès d'eux, ainsi qu'à sensibiliser les institutions partenaires. En conséquence, la faim et la sécurité alimentaire sont désormais largement prises en compte et perçues comme une question de gouvernance plutôt que comme une question technique. En outre, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est de plus en plus considérée comme une responsabilité multisectorielle et multipartite et non celle d'un secteur unique, tel que la santé.

31. Dans plusieurs pays de la région, la FAO a facilité et renforcé des mécanismes qui permettent de coordonner l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'action nationaux multisectoriels et a apporté l'encadrement et l'expertise nécessaires pour que les approches fondées sur l'alimentation et tenant compte de la nutrition en matière de sécurité alimentaire fassent l'objet d'une attention accrue.

32. Les exemples ci-dessous fournissent des éléments factuels à l'appui de ce qui précède.

- a. Tel qu'il est ressorti de l'évaluation de la stratégie de la FAO en matière de nutrition réalisée en 2019, la participation initiale de l'Organisation dans le domaine de l'agriculture tenant compte de la nutrition puis dans celui des «systèmes alimentaires au service de la nutrition» s'est renforcée considérablement au fil du temps dans toutes les régions, y compris en Asie et dans le Pacifique. L'intérêt et l'engagement croissants de la FAO dans la région sont également reflétés par le nombre de manifestations portant sur ce thème. L'Organisation est dotée à la fois du mandat, des atouts techniques et de la position nécessaires, en particulier du fait de sa coopération étroite avec des institutions gouvernementales, pour assumer le rôle de chef de file dans ce domaine¹¹.

¹¹ FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p., paragraphe 29 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

- b. Les atouts de la FAO ont été mis en lumière par plusieurs évaluations menées dans la région. Tel qu'il ressort de façon manifeste des EPP réalisées au Bangladesh, au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Timor-Leste, le rôle de la FAO dans la lutte contre la faim et la malnutrition au moyen d'approches durables et axées sur l'alimentation est incontesté. À ce titre, l'Organisation n'a plus à faire ses preuves et elle est reconnue comme un fervent défenseur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- c. Au Cambodge, au Myanmar, au Pakistan et au Timor-Leste, la FAO a facilité le lancement de l'initiative Défi Faim zéro au plus haut niveau politique, a participé à la formulation de déclarations et a fourni une assistance technique à l'élaboration de plans d'action nationaux relatifs au Défi Faim zéro. Elle a prêté un appui aux structures gouvernementales, a renforcé les réseaux aux fins de la coordination des plans d'action et a réalisé des études sur les moyens d'atteindre les objectifs liés à l'élimination de la faim. En outre, au Cambodge, le Bureau de l'évaluation a estimé que la FAO était particulièrement efficace pour ce qui était de coordonner les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de coordonner et d'animer les groupes de travail et de collaborer étroitement avec l'État, les organisations sœurs du système des Nations Unies et d'autres institutions et partenaires de développement pertinents, afin de faire en sorte que les objectifs nutritionnels soient intégrés explicitement dans les politiques relatives à la sécurité alimentaire et à l'agriculture – et que les interventions agricoles tiennent compte de la nutrition et fassent partie intégrante de stratégies nutritionnelles multisectorielles.

33. Risques d'inefficacité:

- a. Tel qu'indiqué plus haut, l'introduction et la promotion de l'objectif consistant à éliminer la faim et la malnutrition étaient considérées importantes, comme contributions à l'assise des processus et des priorités de développement nationales. Néanmoins, le Gouvernement du Royaume du Cambodge s'est dit préoccupé par la prolifération des initiatives, telles que le Défi Faim zéro, l'initiative Renforcer la nutrition (SUN) et l'initiative Un monde libéré de la faim, qui porte en elle un risque d'inefficacité découlant de l'accumulation des strates administratives et des lignes de compte rendu. L'instauration de terminologies différentes pour des activités similaires lui semblait également être source de confusion¹².
- b. Grâce aux fonds régionaux du PCT, la FAO a mis en œuvre trois projets consacrés à l'initiative Défi Faim zéro et à ses objectifs au Bangladesh. Bien que consciente de l'importance des possibilités offertes à ce titre, l'équipe chargée de l'EPP a conclu que les avantages découlant de ces initiatives n'égalaien pas ceux des projets nationaux car les fonds alloués étaient limités et les coûts de transaction liés à la coordination étaient élevés¹³.

34. Les processus de planification et les objectifs stratégiques sont rationalisés et accordent la priorité à l'élimination de la faim et de la malnutrition. Tous les CPP élaborés après le lancement mondial de l'initiative Défi Faim zéro et la mise en place du cadre stratégique correspondant accordaient la priorité à l'élimination de la faim et de la malnutrition en tant qu'objectif stratégique voire, comme au Cambodge, en tant qu'objectif transversal. Au Viet Nam, le CPP comprenait l'assistance aux politiques et aux programmes à l'appui des systèmes alimentaires pour les groupes ruraux vulnérables¹⁴. De même, en République démocratique populaire lao, l'un des pays cibles de l'initiative Défi Faim zéro dans la région, la FAO a établi des liens étroits et stratégiques entre, d'une part, son CPP et, d'autre part, l'initiative régionale Défi Faim zéro et ses objectifs¹⁵.

¹² FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>).

¹³ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh*, paragraphe 52 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

¹⁴ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Strategic Objective 4: Enabling Inclusive and Efficient Agricultural and Food Systems, Review of the Implementation of FAO's Strategy for Improving Food Safety Globally* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd712e.pdf>).

¹⁵ FAO. 2015. *Evaluation of FAO's country programme in Lao People's Democratic Republic* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>).

35. Le bilan de la contribution de la FAO à la contextualisation des ODD et de l'appui qu'elle prêtait aux pays pour ce qui était d'établir le programme national relatif aux ODD était mitigé dans la région. Les bureaux de pays de la FAO sont chargés de faciliter le processus de réflexion stratégique et de contextualisation des ODD au niveau national et l'Organisation est bien placée pour synthétiser les constatations et les recommandations concernant les facteurs de vulnérabilité, ainsi que pour suivre l'état d'avancement de la réalisation des ODD, en particulier à la lumière de l'ODD 2, de l'initiative Défi Faim zéro et de la contribution de la FAO à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, qui correspond à l'OS 1 de l'Organisation. Le Plan à moyen terme (PMT) 2018-2021 de la FAO reflète l'intégration explicite des ODD dans le cadre stratégique de l'Organisation. Par ailleurs, toutes les évaluations portant sur les OS mettent en évidence l'interdépendance entre ceux-ci et les différents ODD¹⁶.

36. Les exemples ci-dessous fournissent des éléments factuels à l'appui de ce qui précède.:

- a. Le Gouvernement du Timor-Leste, avec l'appui de la FAO, a été le premier de la région à adopter le cadre des ODD, deux jours avant son adoption officielle par l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2015. En 2017, il a élaboré une feuille de route pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. De même, le Gouvernement du Royaume du Cambodge a souhaité accélérer les efforts déployés aux fins de la réalisation des ODD, en particulier de l'ODD 2, avec l'aide de la FAO. Au Bhoutan, la priorité était accordée à l'ODD 2, qui est devenu partie intégrante du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2014-2018 et de sa matrice de résultats¹⁷. Des processus de planification et des alignements similaires ont été observés dans d'autres pays¹⁸.
- b. La situation était différente au Pakistan. Dans ce pays, la FAO, en collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies, a prêté un appui volontariste à des consultations nationales et infranationales sur les ODD au stade initial mais n'a pas saisi des occasions de participer à des consultations menées par la suite. L'absence de liens entre les CPP et les cibles nationales des ODD a également été constatée au Bangladesh¹⁹.

Constatation 2 – Dans la région Asie et Pacifique, la FAO est reconnue comme un fournisseur de capacités, d'informations et de connaissances dans les domaines liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les produits de la connaissance, les directives et les outils d'évaluation élaborés par l'Organisation sont reconnus, appréciés et fréquemment utilisés.

37. La riche base de connaissances de la FAO fournit à l'Organisation un avantage comparatif en tant que courtier du savoir et renforce son pouvoir mobilisateur. Les bureaux régionaux et les autres bureaux décentralisés peuvent tirer parti des réussites, faire participer les partenaires, les parties prenantes et les utilisateurs finaux afin d'adapter les produits et les services de la connaissance aux besoins et aux capacités et, partant, produire des éléments factuels et faciliter la prise de décision au niveau décentralisé²⁰.

38. Les produits de la connaissance mondiaux de la FAO sont largement reconnus et consultés:

- a. Il est ressorti de l'évaluation thématique de l'OS 4 de la FAO (Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces) que les principaux atouts de l'Organisation étaient son autorité et son expertise techniques s'agissant de donner des avis

¹⁶ FAO. 2019. *Synthesis of findings and lessons learnt from the Strategic Objective Evaluations* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/documents/card/en/c/CA3774EN>).

¹⁷ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to Bhutan* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA1565EN/ca1565en.pdf>).

¹⁸ Évaluations des programmes de pays de la FAO dans la région Asie et Pacifique, 2015-2019.

¹⁹ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>). FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to Bangladesh* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

²⁰ FAO. 2016. *Final evaluation of the Improved Global Governance for Hunger Reduction Programme (IGGHRP)* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd492e.pdf>).

sur les politiques, la nutrition et les chaînes de valeur, les pertes et le gaspillage de nourriture et la sécurité sanitaire des aliments, en créant d'excellents produits normatifs et données²¹. Les produits, les directives et les notes d'orientation relatives aux politiques qui concernaient l'agriculture tenant compte de la nutrition étaient de grande qualité et appelaient l'attention des spécialistes sur le rôle et les possibilités de l'agriculture aux fins de renforcer l'impact de ce secteur en matière de réduction de la faim et de la malnutrition²².

- b. L'évaluation thématique de la contribution de la FAO aux connaissances sur l'alimentation, la nutrition et l'agriculture, réalisée en 2015, a mis en évidence une vaste gamme de sujets liés à l'alimentation et à l'agriculture, caractérisée par une large couverture géographique (mondiale, régionale, nationale et infranationale) et des fins extrêmement diverses (conseil, sensibilisation, apprentissage, connaissances scientifiques ou normes; jusqu'à 300 ou 400 éditions en langue première chaque année). Les publications phares, par exemple *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* et les éditions 2016, 2018 et 2019 de l'aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région Asie et Pacifique sont d'excellente qualité et éminemment informatives quant à la situation et aux causes de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Elles plantent le décor et permettent de fixer des cibles et de suivre les progrès accomplis dans la concrétisation d'objectifs communs, tels que le Défi Faim zéro et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La FAO redouble d'efforts pour lutter contre la faim et la malnutrition. À ce titre, elle a élargi sa palette de supports d'apprentissage²³, dont beaucoup sont disponibles en ligne et correspondent bien aux priorités et aux besoins mondiaux mais sont moins adaptés au contexte local. Les produits régionaux de la connaissance n'ont pas été évalués séparément, alors que les évaluations mondiales sont susceptibles de négliger les activités régionales si ces produits sont élaborés par un bureau décentralisé et ne sont pas exploités selon les procédures en vigueur à l'échelle de l'Organisation. En règle générale, les produits de la connaissance étaient consultés fréquemment et reconnus par le plus grand nombre pour leur excellence technique²⁴.

39. Contribution de la FAO aux produits de la connaissance dans la région Asie et Pacifique: Les produits de la connaissance élaborés par des bureaux de pays de la FAO étaient reconnus et présentaient un véritable intérêt pour les partenaires, en particulier les produits qui portaient sur des sujets liés aux approches tenant compte de la nutrition²⁵. Des manuels fiables au plan technique et éprouvés sur le terrain ont été produits au Bangladesh²⁶. Au Cambodge, le financement du PCT a servi à réaliser plusieurs études sur les moyens d'atteindre les cibles du Défi Faim zéro. Ces études portaient sur différents sujets, notamment les chaînes de valeur et les systèmes alimentaires, l'agriculture tenant compte de la nutrition, les ressources génétiques et l'élaboration de politiques semencières, la gestion des ressources naturelles à l'appui de l'élimination de la faim dans le contexte du changement

²¹ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Strategic Objective 4: Enabling Inclusive and Efficient Agricultural and Food Systems, Review of the Implementation of FAO's Strategy for Improving Food Safety Globally* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd712e.pdf>).

²² FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p., paragraphe 29 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Strategic Objective 1: Contribute to the eradication of hunger, food insecurity and malnutrition* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I9572EN/i9572en.pdf>); FAO. 2015. *Evaluation of FAO's country programme in Lao People's Democratic Republic* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>).

²³ Cette liste a été dressée en 2014: 78 grandes ressources d'apprentissage, dont 57 formations en ligne, 13 supports de formation, six formations face-à-face et deux formations aux modalités mixtes; FAO. 2015. *Evaluation of FAO's Contribution to Knowledge on Food and Agriculture* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd904e.pdf>).

²⁴ FAO. 2015. *Evaluation of FAO's Contribution to Knowledge on Food and Agriculture* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd904e.pdf>).

²⁵ FAO. 2015. *Evaluation of FAO's country programme in Lao People's Democratic Republic* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

²⁶ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh*, paragraphe 74, recommandation 5 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

climatique, l'étude et la promotion du potentiel nutritionnel de cultures sous-utilisées et la réflexion sur de nouveaux moyens d'encourager les jardins scolaires. Au Pakistan, la FAO a apporté son concours à des évaluations réalisées à l'échelle nationale, notamment des évaluations de l'alimentation et de la vulnérabilité ou des enquêtes sur l'alimentation et la nutrition des ménages, destinées à alimenter le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)²⁷.

40. Marge d'amélioration des produits de la connaissance – Les évaluations effectuées en 2017 et 2018 ont mis en évidence une «prolifération» des produits de la connaissance depuis quelques années, qui peut être source de confusion pour les utilisateurs et entraîner une concurrence²⁸. Les équipes d'évaluation proposent une participation renforcée et plus constante des utilisateurs et des partenaires potentiels, ce qui pourrait améliorer encore la pertinence par rapport au contexte local et permettre d'orienter davantage les produits vers les utilisateurs. En outre, la visibilité, l'accessibilité et la facilité d'utilisation pourraient être améliorées, en particulier du point de vue de la couverture linguistique et de l'accès depuis les bureaux décentralisés (problèmes de connectivité, par exemple). On observe des lacunes au plan des produits de la connaissance pour certains sujets de spécialité et il existe une forte demande de produits et de services de la connaissance adaptés au contexte (protection sociale, santé animale, santé des sols et des végétaux, par exemple; la nécessité de disposer de produits de la connaissance sur l'intégration de la nutrition a été mentionnée au Cambodge)²⁹.

41. La FAO a prêté un appui aux outils d'évaluation et à l'analyse dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition en vue de produire des données à l'appui de la prise de décision. Elle est vue comme un chef de file et une organisation de référence dans le domaine de l'établissement de normes internationales. Elle joue un rôle important dans le suivi, la surveillance et la mesure des progrès accomplis vers les cibles nationales, régionales et mondiales comme les ODD. L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES), la prévalence de la sous-alimentation, la diversité alimentaire minimale chez les femmes et l'IPC sont éminemment prioritaires du point de vue de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

42. Suivi de l'ODD 2 – échelle FIES et prévalence de la sous-alimentation – Au niveau mondial, la FAO a expérimenté et promu l'échelle FIES en tant qu'indicateur fiable et d'un bon rapport coût-efficacité permettant de déterminer les groupes de population les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Il s'agit d'un indicateur de la sécurité alimentaire des ménages, à savoir de l'accès à des aliments variés et nutritifs, tandis que la prévalence de la sous-alimentation³⁰ illustre le caractère suffisant ou non de l'alimentation nationale. La prévalence de la sous-alimentation a été utilisée pour suivre la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et adoptée en tant qu'indicateur de l'ODD 2 (2.1.1). L'échelle FIES a également été adoptée comme indicateur pour le suivi de l'ODD 2 (2.1.2). Ces indicateurs peuvent se compléter aux fins d'une analyse plus approfondie, fondée sur la comparaison entre les disponibilités alimentaires nationales et l'accès des ménages à la nourriture. Les activités pilotes initiales sur l'utilisation de l'échelle FIES ont été menées en Afrique mais l'application de cet outil a également progressé dans la région Asie et Pacifique. Il était prévu que des cours de formation en ligne soient disponibles en 2018 au plus tard et un point de contact régional a été nommé pour prêter un appui aux bureaux décentralisés d'Asie et du Pacifique également.

²⁷ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>).

²⁸ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Strategic Objective 1: Contribute to the eradication of hunger, food insecurity and malnutrition* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I9572EN/i9572en.pdf>); FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p., paragraphe 29 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

²⁹ FAO. 2015. *Evaluation of FAO's Contribution to Knowledge on Food and Agriculture*, paragraphe ES8, constatation 5 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd904e.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p., paragraphe 92 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>).

³⁰ Remarque: La prévalence de la sous-alimentation est calculée à partir des bilans alimentaires nationaux et mesure la proportion de la population dont les besoins énergétiques alimentaires minimaux ne sont pas satisfaits, ce qui illustre la disponibilité en calories mais ne fournit aucune information sur l'accès aux aliments. La prévalence de la sous-alimentation et l'échelle FIES peuvent se compléter.

L'échelle FIES a été incluse dans l'enquête socioéconomique nationale (SUSENAS) en Indonésie, la Malaisie a préparé son intégration et les gouvernements d'Afghanistan, du Bangladesh, du Cambodge, d'Inde, de la République démocratique populaire lao, de Sri Lanka et du Viet Nam ont sollicité l'appui de la FAO pour l'intégrer dans leurs enquêtes nationales à venir³¹.

43. Diversité alimentaire minimale chez les femmes – Au niveau mondial, la FAO, en partenariat avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Union européenne (UE) et d'autres entités, a prêté un appui à l'élaboration, à l'expérimentation et à la validation de l'indicateur de diversité alimentaire minimale chez les femmes, qui mesure les effets des approches fondées sur l'alimentation et leur contribution éventuelle à la réduction de la malnutrition. La FAO encourage sa promotion. Toutefois, la participation de l'Organisation à l'application de cet indicateur dans le contexte de l'Asie et du Pacifique n'a pas encore été évaluée³².

44. Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) – Depuis 2014, la FAO concourt à l'élaboration et à la mise en place des échelles de mesure de l'insécurité alimentaire aiguë et chronique de l'IPC, outil qui permet de normaliser les mesures, de produire des éléments factuels et de guider les décisions visant à améliorer les politiques et les programmes relatifs aux situations d'urgence et au développement. Depuis 2014, cet indicateur est appliqué en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, au Myanmar, au Népal, au Pakistan, aux Philippines et au Timor-Leste. La FAO a prêté un appui à la mise au point de cet outil, a renforcé les capacités au niveau des pays et a facilité la mise en œuvre. Bien que cet outil ait été fréquemment employé dans la région Asie et Pacifique, à l'appui de la normalisation et de l'harmonisation des indicateurs et des méthodes, l'évaluation réalisée au début de 2019 a révélé que son utilisation dans les pays avait pour but de recueillir des informations générales plutôt que d'étayer la prise de décision. Cet outil semble plus avancé dans les situations d'urgence et aux fins de l'alerte rapide que dans un contexte de développement. Une absence de consensus a retardé la diffusion en Afghanistan, où la collecte de données était peu fréquente, d'où l'obsolescence des données à partir desquelles l'analyse IPC a été effectuée. La dépendance à l'égard de données secondaires et la faible disponibilité de celles-ci sapent la crédibilité de l'outil; la lenteur du processus d'approbation a retardé l'utilisation officielle au Pakistan et semblait être un problème commun à de nombreux pays d'Asie et du Pacifique³³. L'IPC a été introduit au Pakistan en 2012 dans le but précis de renforcer la coordination et l'analyse fondées sur des éléments factuels en matière de sécurité alimentaire, en vue d'améliorer la programmation; deux cycles ont été mis en œuvre. L'EPP concernant le Pakistan qui a été examinée présentait l'IPC comme un outil de suivi, sans plus de précisions quant à son utilité en tant que tel³⁴.

45. Il convient d'accorder davantage d'attention à l'analyse spécifique au contexte. Les évaluations examinées déplorait l'absence d'analyses spécifiques au contexte qui aideraient à déterminer quelles sont les interventions fructueuses et à leur accorder la priorité. Il s'agit notamment des informations qui permettent de repérer les liens efficaces entre l'agriculture, l'alimentation et les objectifs nationaux, y compris la valeur des aliments locaux et la nutrition, des informations qui aident à cerner les besoins et les possibilités de certains groupes de population, par exemple les personnes sans terres, ou à résoudre des problèmes urgents, comme la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain, l'excès pondéral et l'obésité, ou encore des informations qui étayaient l'élaboration d'interventions, telles que l'analyse de la chaîne de valeur et des possibilités en ce qui concerne les chaînes de valeur gérées par des femmes, les préférences de culture selon le sexe et la réduction des corvées des femmes. Le Bhoutan a proposé des informations plus spécifiques qui contribuent à la mise en place d'un mécanisme de ciblage des groupes vulnérables, mesure prioritaire pour éliminer la faim et la malnutrition³⁵.

³¹ FAO. 2018. *Evaluation of the Project "Voices of the Hungry"* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I9282EN/i9282en.pdf>).

³² *Ibid.* Constatation 11, paragraphes 97 et 98.

³³ FAO. 2019. *Final Evaluation of the Integrated Food Security Phase Classification (IPC) Global Strategic Programme (GSP), 2014-2018*, paragraphes 54, 101 et 120 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4203en/ca4203en.pdf>).

³⁴ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>).

³⁵ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to Bhutan* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA1565EN/ca1565en.pdf>).

Constatation 3 – Des partenariats et des réseaux ont été renforcés à la lumière du Défi Faim zéro. La FAO a collaboré de façon fructueuse avec des institutions partenaires au niveau régional et à l'échelon des pays. Elle entretenait des liens particulièrement forts avec des partenaires des secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de l'élevage et de la pêche et l'attention prêtée à l'importance des réseaux auxquels participent des partenaires et des secteurs non traditionnels s'est accrue.

46. Contributions de la FAO à des partenariats – La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement avec l'OMS, et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), ainsi que la participation active de la FAO au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN), ont été largement appréciées et ont suscité des attentes considérables quant au rôle de chef de file de l'Organisation et à la capacité de celle-ci de faciliter les partenariats en faveur d'approches nutritionnelles fondées sur l'alimentation.

47. Toutes les évaluations examinées ont conclu que la FAO entretenait une coopération et une collaboration fructueuses et extrêmement étroites avec ses interlocuteurs gouvernementaux directs et les institutions partenaires, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des forêts, ou avec les institutions de gestion des ressources naturelles, ainsi qu'avec les autorités nationales chargées de la sécurité sanitaire des aliments lorsque cet appui faisait partie intégrante du portefeuille de la FAO.

48. Par ailleurs, la FAO a pu relever son niveau de collaboration avec des organisations non gouvernementales et régionales. À cet égard, certains partenariats jouaient un rôle clé, notamment ceux avec l'UNICEF, le PAM, l'OMS, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'ANASE, l'ASACR, l'IFPRI et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)³⁶. Elle entretient également des partenariats stratégiques avec des donateurs, tels que l'UE, USAID ou la Banque mondiale sur de nombreux aspects liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

49. Le Bureau régional, en collaboration avec la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires, a facilité la réunion consultative de haut niveau de l'ANASE et a appuyé l'intégration de la nutrition dans le cadre de sécurité alimentaire de l'ANASE, ainsi que le plan d'action stratégique pour la sécurité alimentaire y afférent; une centaine de personnes ont participé à la réunion, principalement des représentants de haut niveau des États membres de l'ANASE³⁷.

50. Par ailleurs, il a été observé que les éditions 2018 et 2019 de l'aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ouvrage phare dirigé par la FAO, avaient été élaborées et publiées conjointement avec d'autres entités du système des Nations Unies, à savoir l'OMS, le PAM et l'UNICEF.

51. La FAO, en coopération avec ses partenaires du système des Nations Unies dans le domaine de la nutrition, l'OMS, le PAM et l'UNICEF, ainsi que la Banque mondiale, et avec l'appui de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires, a coanimé en 2017 le colloque régional sur les systèmes alimentaires durables et les régimes alimentaires sains. L'objectif de cette manifestation importante était l'intégration systématique et le renforcement des actions et des partenariats qui s'attaquent à la malnutrition au moyen d'approches fondées sur l'alimentation³⁸.

52. Les accords mutuels avec des organisations du système des Nations Unies dans la région Asie et Pacifique ont conduit à des ajustements du PNUAD, notamment au Bhoutan, et à la définition d'un domaine d'action prioritaire conjoint pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Pakistan dans le cadre de l'initiative Unis dans l'action. Au Timor-Leste, la FAO a contribué avec succès au Défi Faim zéro par l'intermédiaire du conseil national pour la sécurité alimentaire, la souveraineté et la nutrition (KONSSANTIL), qui a fourni une plateforme permettant la participation des organisations du système des Nations Unies et des partenaires de développement travaillant dans des domaines spécifiques liés à

³⁶ FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

la nutrition ou tenant compte de la nutrition. Cependant, les évaluations ont abouti à la conclusion qu'aucun partenariat concret ne s'était matérialisé autour de ces questions³⁹.

53. En outre, la FAO a noué et entretenu des partenariats efficaces visant à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et à coordonner les différents acteurs (ministères et organismes de tutelle aux niveaux national et infranational, institutions techniques et scientifiques, réseaux de consommateurs; organisations du secteur privé, OMS, Organisation mondiale du commerce [OMC] et ANASE, notamment) en dépit de certaines difficultés d'ordre politique et liées au contexte; les résultats étaient prometteurs au Bangladesh⁴⁰.

54. L'établissement de partenariats avec des partenaires non traditionnels se heurte à certaines difficultés. Bien que le rôle de la FAO dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit incontesté, la participation de l'Organisation à des partenariats efficaces ne comblait pas les attentes dans certaines circonstances, tel qu'il est ressorti des évaluations examinées. La faible collaboration de la FAO avec des partenaires non traditionnels – des institutions non agricoles ou le secteur de la santé, par exemple – limitait les possibilités d'intégrer fortement les approches fondées sur l'alimentation dans des secteurs autres que l'agriculture⁴¹. Au Myanmar, la FAO a coopéré très étroitement avec le Ministère de l'agriculture mais a perdu son pouvoir de travailler efficacement avec le Ministère de la santé⁴². Par ailleurs, des partenariats avec des instituts de recherche pourraient aider à renforcer l'intégration de la nutrition dans des politiques et des programmes agricoles qui améliorent la qualité des services et offrent des possibilités d'évaluation systématique⁴³. La participation du secteur privé à la deuxième phase du projet visant à renforcer les capacités du Viet Nam en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires au service du commerce et à améliorer ainsi la sécurité sanitaire et la qualité des légumes frais par l'approche fondée sur les chaînes de valeur (Strengthening Vietnamese Sanitary and Phytosanitary Measure (SPS) Capacities for Trade: Improving safety and quality of fresh vegetables through the value-chain approach [Phase II]), qui établit des liens entre les agriculteurs et les supermarchés, a été reconnue comme un bon exemple. Les partenariats de la FAO avec le secteur privé, en particulier dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments et des chaînes de valeur, sont un besoin nouveau et ne sont pas suffisamment avancés au niveau des bureaux de pays. Il existe plusieurs possibilités de point d'entrée, y compris des partenariats avec d'autres organisations du système des Nations Unies travaillant directement avec le secteur privé ou la collaboration avec des plateformes multipartites pour renforcer les cadres réglementaires propices au développement du secteur privé⁴⁴.

Constatacion 4 – La FAO a facilité avec succès l'élaboration et la mise en œuvre de normes relatives à la sécurité sanitaire, à la qualité et à l'hygiène des aliments. Cet appui est particulièrement pertinent en ce qui concerne les questions de sécurité sanitaire et le potentiel commercial dans la région et nécessite d'être poursuivi en vue de l'obtention de résultats.

55. Il existe des liens évidents entre l'utilisation durable des ressources du système alimentaire, la sécurité alimentaire et la filière alimentaire, la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments, y compris une bonne alimentation, l'étiquetage et la protection des consommateurs⁴⁵. La FAO est considérée

³⁹ FAO. 2019. *Evaluation of FAO's contribution to the Democratic Republic of Timor-Leste, 2015-2018*, paragraphe 59 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5653en/ca5653en.pdf>).

⁴⁰ FAO. 2017. *Bangladesh Food Safety Cluster Evaluation* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd703e.pdf>).

⁴¹ FAO. 2019. *Evaluation of FAO's contribution to the Democratic Republic of Timor-Leste, 2015-2018*, paragraphe 59 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5653en/ca5653en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>).

⁴² FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Myanmar Country Program* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>).

⁴³ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh*, paragraphe 3, recommandation 5 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

⁴⁴ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Strategic Objective 4: Enabling Inclusive and Efficient Agricultural and Food Systems, Review of the Implementation of FAO's Strategy for Improving Food Safety Globally*, paragraphe 117 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd712e.pdf>).

⁴⁵ *Ibid.*

comme chef de file en matière d'élaboration de législations et de cadres réglementaires nationaux relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, ainsi qu'aux normes alimentaires⁴⁶. Ses capacités quant à la formulation de politiques et de normes ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments et ses solides compétences statistiques sont reconnues⁴⁷.

56. La contribution de la FAO dans la région a été importante aux niveaux stratégique, technique et communautaire, en particulier au Bangladesh, ainsi qu'aux fins du renforcement des institutions et des structures de gouvernance pour formuler et mettre en œuvre des mesures relatives à la sécurité sanitaire des aliments. La plupart des pays de la région sont membres du réseau du Codex Alimentarius et ont adopté les normes Codex de sécurité sanitaire et de qualité des aliments en tant que cadre pour la réglementation alimentaire nationale et l'application des accords régionaux relevant de l'ANASE. Quelque peu au Pakistan et bien davantage dans d'autres pays, la FAO s'est avérée être un chef de file fort, a fait la preuve de ses capacités techniques et a promu efficacement un large éventail de directives et d'outils destinés à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et les pratiques d'hygiène. Au Bangladesh, au Cambodge, au Myanmar et au Viet Nam, les évaluations ont fait apparaître la priorité accordée à la sécurité sanitaire des aliments dans le portefeuille national de la FAO⁴⁸. De bons résultats ont été obtenus quant au renforcement et à l'application des lois et des réglementations, ainsi que dans l'amélioration des pratiques des bénéficiaires en matière de sécurité sanitaire des aliments. Au Myanmar, l'amélioration des pratiques relatives à la sécurité sanitaire des aliments a été intégrée avec succès aux interventions visant la chaîne de valeur, notamment dans les secteurs des produits laitiers, de la pêche et de la transformation des mangues⁴⁹.

57. Marge d'amélioration de la contribution de la FAO à la sécurité sanitaire des aliments – Globalement, il convient de redoubler d'efforts, en s'appuyant sur les résultats obtenus et en accordant la priorité à la sécurité sanitaire des aliments dans les prochains cycles de programmation par pays, afin de réaliser des activités pilotes et de transposer les interventions fructueuses à plus grande échelle. En outre, il est important de maintenir la participation communautaire et de démontrer les avantages d'un système fournissant des aliments sans danger et de qualité afin de faire évoluer plus efficacement les comportements et de produire des éléments concrets pour sensibiliser les décideurs.

Constatation 5 (facteurs propices) – Les arrangements de partenariat mondiaux et les cadres stratégiques existants, ainsi que les directives normatives et techniques connexes et les produits de la connaissance qui s'y rapportent, étaient importants pour soutenir les capacités et les processus décentralisés. La disponibilité et la continuité du personnel, ainsi que l'accès au groupe d'experts régional ou du Siège, étaient aussi l'un des facteurs importants qui aidaient les bureaux de pays de la FAO à obtenir des résultats.

58. Les manifestations et les cadres stratégiques mondiaux, par exemple la CIN2 et son Plan d'action, la Décennie de la nutrition ou le Mouvement SUN, ont fourni des orientations utiles pour faciliter les processus dans les pays, en particulier les approches fondées sur l'alimentation et les partenariats stratégiques⁵⁰.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p. Constatations 29 et 11 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

⁴⁸ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Myanmar Country Program* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Strategic Objective 4: Enabling Inclusive and Efficient Agricultural and Food Systems, Review of the Implementation of FAO's Strategy for Improving Food Safety Globally* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd712e.pdf>).

⁴⁹ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Myanmar Country Program*, constatation 17 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>).

⁵⁰ FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

59. Les produits de la connaissance, normes et outils mondiaux ont donné des indications utiles à des fins d'application dans le contexte national (notamment l'échelle FIES, l'IPC, les recommandations alimentaires, les cours de formation à l'agriculture tenant compte de la nutrition et l'approche harmonisée pour les indicateurs de résultante fondés sur l'alimentation). Les outils d'apprentissage mondiaux de la FAO ont contribué à renforcer les capacités des bureaux de pays et des partenaires.

60. L'initiative Défi Faim zéro fournit un cadre potentiellement utile à une action concertée. La participation d'organes régionaux et le soutien politique de haut niveau à cette initiative, notamment celui du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui a contribué à donner un certain élan dans la région, influencent et créent l'espace nécessaire à l'appui aux politiques et permettent d'obtenir des résultats⁵¹.

61. Le lancement mondial de l'initiative Défi Faim zéro a précédé la formulation des objectifs stratégiques de la FAO. La préexistence de cette initiative a servi d'assise lors de l'élaboration de l'OS 1. Le cadre stratégique mondial de la FAO était propice à la planification au niveau des bureaux décentralisés et a aidé à rationaliser les activités et à accorder la priorité à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les CPP de la FAO⁵².

62. L'introduction des CPP en tant qu'instrument de planification stratégique, les enseignements et les données d'expérience découlant des cycles de planification antérieurs, l'existence des directives relatives aux CPP et l'appui prêté par l'intermédiaire des équipes de programme stratégique (PS) ont contribué à aligner et à harmoniser les approches. Il a été reconnu qu'une étroite collaboration avec les équipes de PS régionales et/ou mondiales permettait aux bureaux de pays d'obtenir de meilleurs résultats.

63. Les progrès ont été plus marqués dans les pays où la continuité était assurée entre des spécialistes dévoués et expérimentés au sein des bureaux de pays. Les pays ayant bénéficié d'un appui au titre du Mécanisme FIRST (Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation) de l'UE se trouvaient dans une meilleure position, permettant ainsi aux bureaux de pays de charger des experts de travailler en étroite collaboration avec des partenaires, ce qui facilitait les processus comme l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'action; le Bangladesh, le Cambodge et le Timor-Leste en offrent de bons exemples.

64. Le PCT au titre de l'initiative Défi Faim zéro a donné accès à un financement modeste et a permis aux bureaux de pays d'engager des actions, de préparer des manifestations de sensibilisation, de faciliter des plans d'action et des politiques, ainsi que de mener des études et des projets pilotes, par exemple au Cambodge. Néanmoins, l'efficacité était considérée comme limitée lorsque les fonds étaient disponibles plus facilement dans le cadre des programmes de pays de la FAO, comme c'était le cas au Bangladesh. Cela s'expliquait par des coûts de transaction élevés, compte tenu du montant relativement faible des fonds alloués⁵³.

⁵¹ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Strategic Objective 1: Contribute to the eradication of hunger, food insecurity and malnutrition*, paragraphes 16 et 73 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I9572EN/i9572en.pdf>); FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p, constatation 29 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

⁵² FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Strategic Objective 1: Contribute to the eradication of hunger, food insecurity and malnutrition*, paragraphe 136 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I9572EN/i9572en.pdf>).

⁵³ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh*, paragraphe 52 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

Constatation 6 (facteurs contraignants) – L’efficacité de la FAO était fortement restreinte par les capacités financières et humaines disponibles dans le domaine de l’alimentation et de la nutrition au sein des institutions partenaires et de ses propres bureaux de pays. En outre, faute d’informations fondées sur des éléments factuels, il était plus difficile pour l’Organisation d’influencer les politiques, de concevoir des interventions efficaces et de suivre les progrès accomplis. L’instabilité des arrangements gouvernementaux limitait également l’efficacité.

65. Les contraintes de ressources au sein des institutions partenaires comme de la FAO ont été reconnues comme le principal facteur compromettant la mise en œuvre efficace de l’initiative Défi Faim zéro et des plans d’action multisectoriels. En général, aucune estimation du coût d’éventuels plans de mobilisation de ressources n’étant réalisée, il est devenu difficile de mobiliser des ressources.

66. Les capacités humaines des bureaux de pays étaient cruciales pour garantir une contribution substantielle. Les capacités limitées sur les questions relatives à l’alimentation et à la nutrition étaient les problèmes les plus fréquemment observés pour les bureaux de pays, en particulier dans les pays où le bureau du Représentant de la FAO était de taille modeste. Par conséquent, dans de nombreux cas, l’Organisation n’était pas en mesure de nommer un spécialiste expérimenté ni d’intégrer largement la question de la nutrition. Au Myanmar, par exemple, la FAO a transféré ces responsabilités à un coordonnateur externe, ce qui a fortement limité la contribution de l’Organisation. Le manque de capacités dans les bureaux de pays créait également une dépendance vis-à-vis du pôle de ressources du Bureau régional ou du Siège, restreignant ainsi la souplesse et la force de la FAO quant à la fourniture d’un appui constant au niveau des pays.

67. L’absence de données et d’informations nationales de qualité et spécifiques au contexte permettant de produire des éléments factuels était souvent considérée comme une contrainte importante qui limitait les possibilités pour la FAO d’influencer les politiques et les projets, d’établir des cibles nationales et infranationales et de suivre les progrès.

68. L’instabilité et les modifications des arrangements gouvernementaux interrompaient et retardaient les processus, ce qui aboutissait à une inefficacité et freinait les réalisations.

Lacunes et nouveaux enjeux

69. Les lignes qui suivent présentent les lacunes et les nouveaux enjeux auxquels il convient de prêter une attention accrue si l’on entend concrétiser la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays partenaires. Elles sont consacrées aux résultats des évaluations et ne fournissent pas une analyse complète des lacunes ou des problèmes au regard des besoins prioritaires de la région. On y trouve aussi des exemples permettant de tirer des enseignements positifs, lorsque ceux-ci sont bien définis.

Constatation 7 – L’appui de la FAO aux pays a eu une incidence limitée en matière de réduction de la faim et de la malnutrition dans la région. Par ailleurs, les stratégies et les plans d’action élaborés avec l’aide de l’Organisation n’étaient pas mis en œuvre efficacement et les projets pilotes étaient rarement transposés sous la forme de programmes plus vastes.

70. L’intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les politiques et le cadre global était généralement considérée comme en bonne voie, mais les évaluations aboutissaient à la conclusion que la FAO n’était pas efficace pour ce qui était d’intégrer la nutrition et de mettre en œuvre des programmes concrets à l’appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L’une des caractéristiques communes était que les interventions de la FAO relatives à la sécurité alimentaire étaient des activités pilotes de relativement courte durée, dont la couverture était limitée; il était donc difficile d’obtenir des résultats visibles ou mesurables. Par conséquent, la FAO a raté des occasions de faire reconnaître davantage ses efforts⁵⁴.

⁵⁴ FAO. 2019. *Evaluation of FAO’s contribution to the Democratic Republic of Timor-Leste, 2015-2018* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/ca5653en/ca5653en.pdf>); FAO. 2015. *Evaluation of FAO’s country programme in Lao People’s Democratic Republic* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>).

71. L'exemple ci-après fournit des éléments factuels à l'appui de ce qui précède. En dépit du lancement et de la grande visibilité de l'initiative Défi Faim zéro, ainsi que de l'élaboration d'un plan d'action, pratiquement rien ne semblait indiquer une montée en puissance après l'approbation de celui-ci au Cambodge. En République démocratique populaire lao, l'assistance de la FAO visait à aider le pays à réduire la malnutrition et à éliminer la faim. En outre, la FAO était membre du réseau du système des Nations Unies à l'appui du Mouvement SUN mais n'a, semble-t-il, pas apporté les contributions attendues aux actions tenant compte de la nutrition. Au Pakistan, la FAO a aidé le Gouvernement de façon volontariste à élaborer des programmes en faveur de l'élimination de la faim, le domaine prioritaire y afférent au titre du programme Unis dans l'action et une priorité dans le cadre de processus multisectoriels. Néanmoins, l'accélération des efforts visant à intégrer la nutrition dans les investissements agricoles et, partant, les réalisations obtenues demeuraient limitées. Cette situation était manifeste au Myanmar. L'EPP a abouti à la conclusion que la FAO était moins efficace s'agissant de coordonner la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en réponse au Défi Faim zéro⁵⁵.

Constatation 8 – L'appui de la FAO aux chaînes de valeur comme moyen de réduire la faim et la malnutrition présente un fort potentiel mais nécessite d'apporter des améliorations en matière de conception afin de garantir un apport de valeur ajoutée. Les chaînes de valeur se concentrent sur la valeur économique mais aucune attention n'est prêtée à leur contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui est un besoin nouveau dans la région.

72. En Asie, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire, l'économie est souvent régie par les lois du marché et les efforts, qui étaient auparavant concentrés sur la production et permettaient uniquement de satisfaire les besoins en matière de sécurité alimentaire, ont été étendus au commerce et à la croissance économique. La FAO est bien placée pour aider les gouvernements à répondre à ces besoins nouveaux. Dans la région Asie et Pacifique, la FAO a contribué à des mesures de politique générale concernant l'apport de valeur ajoutée, la gestion de la qualité et la réduction des pertes après récolte dans les filières de produits frais, au Viet Nam notamment⁵⁶.

73. L'équipe chargée de l'évaluation de l'OS 4 a indiqué que des projets avaient permis d'introduire avec succès certaines technologies en vue de réduire les pertes (ensachage, mise en cageot, traitement à l'eau chaude et chaîne du froid, par exemple), qui ont eu des résultats probants (pertes de bananes passées de 21 à 14,1 pour cent sur l'ensemble de la chaîne de valeur à Sri Lanka; pertes de choux traditionnels passées de 52 à 18,3 pour cent au Népal et pertes de mangues passées de 25,1 à 7 pour cent au Bangladesh). Ces mesures ont été complétées par des actions de sensibilisation et de promotion des avantages sociaux, économiques et environnementaux⁵⁷.

74. Des résultats moins prometteurs ont été signalés dans les EPP sur le Bhoutan, le Cambodge et le Timor-Leste. Au Bhoutan, les résultats concernant les chaînes de valeur du riz et du maïs demeuraient limités, les produits continuaient d'être vendus sur des marchés temporaires, la quantité et la qualité des aliments fournis aux consommateurs étaient imprévisibles et l'emballage et l'étiquetage n'ont pas été améliorés. Les filières étaient encore sous-développées: elles négligeaient la gestion après culture et ne mettaient pas l'accent sur des produits à forte valeur ni sur l'approfondissement des connaissances des agriculteurs aux fins de l'amélioration de la qualité et des rendements⁵⁸.

⁵⁵ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2015. *Evaluation of FAO's country programme in Lao People's Democratic Republic* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Myanmar Country Program* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>).

⁵⁶ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Strategic Objective 4: Enabling Inclusive and Efficient Agricultural and Food Systems, Review of the Implementation of FAO's Strategy for Improving Food Safety Globally*, paragraphe 39 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd712e.pdf>).

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to Bhutan*, encadré 2, paragraphes 14 et 68 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA1565EN/ca1565en.pdf>).

75. Au Cambodge, la FAO promeut le développement des chaînes de valeur mais n'a pas adopté d'approche systématique qui garantirait l'apport de valeur ajoutée et permettrait de satisfaire les exigences des opérateurs du marché et des consommateurs. L'établissement de liens avec les marchés et le renforcement des capacités au service de l'autonomisation des petits acteurs et des acteurs de taille moyenne, ainsi que des organisations de producteurs, donnant accès aux connaissances et aux compétences nécessaires à une concurrence équitable sur les marchés, ne bénéficiaient pas de l'appui requis⁵⁹. L'évaluation a mis en lumière l'importance d'améliorer les résultats nutritionnels pour les populations concernées⁶⁰.

76. Au Timor-Leste, les initiatives orientées vers les marchés et axées sur les chaînes de valeur n'établissaient pas de lien entre les producteurs et les marchés et ne permettaient pas aux petits agriculteurs de profiter des avantages économiques. Le fort taux de pertes après récolte (plus de 35 pour cent, selon l'évaluation de la FAO) demeurerait un problème important dans les chaînes de valeur des fruits et légumes. Ces pertes continuent d'avoir une incidence négative sur les disponibilités et la sécurité alimentaires. Il serait possible pour la FAO d'aider les petits exploitants en matière d'intensification de la production et de commercialisation en compilant les enseignements tirés des initiatives antérieures, en déterminant les solutions qui ont fonctionné et en précisant pourquoi, comment et pour qui⁶¹.

77. De nombreux petits États insulaires en développement (y compris dans le Pacifique et l'océan Indien) sont de plus en plus dépendants des importations et la mauvaise nutrition et l'obésité y sont des problèmes nouveaux. Afin d'accroître l'autosuffisance et de réduire les dépenses en devises étrangères, l'accent a été mis sur l'amélioration de la production alimentaire locale, y compris la diversification des chaînes de valeur. Le tourisme et les supermarchés locaux constitueraient des marchés importants. Dans les Îles Cook (Pacifique), un PCT a permis de prêter un appui aux chaînes de valeur de la vanille et de légumes de forte valeur. Cependant, les avantages escomptés n'avaient pas encore été appréciés au moment de l'évaluation⁶².

Constatation 9 – L'établissement de rapports, le suivi et l'évaluation ne sont pas systématiques à la FAO, en dépit de la nécessité nouvelle de présenter des résultats. Cependant, ces activités étaient fonctionnelles lorsqu'elles étaient conçues explicitement comme un produit ou une composante d'un projet ou d'un programme en particulier. La gestion systématique et l'utilisation efficace aux fins de la prise de décision ou de la production et du partage de connaissances étaient néanmoins limitées.

78. Faute de données de suivi, il est difficile de déterminer ce qui a fonctionné plus ou moins bien et de tirer des enseignements des initiatives passées afin de concevoir des interventions futures plus efficaces. Par conséquent, la FAO n'est pas en mesure de présenter ses contributions, ni de fournir des éléments factuels; elle ne peut pas non plus mener avec force des activités de sensibilisation, ni mobiliser des ressources en faveur d'approches durables fructueuses.

79. Les CPP offrent de bonnes possibilités aux fins de l'établissement des rapports, du suivi et de l'évaluation des prestations au regard des produits, des résultantes, des résultats et des cibles. Cependant, l'établissement de rapports et le suivi par la FAO ne sont pas systématiques, les voies entre les produits du CPP et les résultats énoncés ne sont pas précisées et certaines EPP ont mis en évidence des indicateurs irréalistes, ainsi que l'absence de données de référence et de cibles pertinentes. De plus, les indicateurs et les cibles des CPP ne sont pas mis en relation de façon précise avec les opérations sur le terrain. Les programmes et les projets sont souvent dépourvus d'un cadre de résultats ou d'un cadre logique bien défini⁶³.

⁵⁹ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p., paragraphe 10 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>).

⁶⁰ *Ibid.*, paragraphes 6, 108 et 222.

⁶¹ FAO. 2019. *Evaluation of FAO's contribution to the Democratic Republic of Timor-Leste, 2015-2018*, paragraphes 3, 72 et 117 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5653en/ca5653en.pdf>).

⁶² FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Strategic Objective 4: Enabling Inclusive and Efficient Agricultural and Food Systems, Review of the Implementation of FAO's Strategy for Improving Food Safety Globally*, paragraphe 36 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd712e.pdf>).

⁶³ FAO. 2019. *Synthesis of findings and lessons learnt from the Strategic Objective Evaluations* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/documents/card/en/c/CA3774EN>); FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and*

80. Les évaluations examinées ont montré que les programmes de pays concernant le Bangladesh, le Cambodge, le Myanmar, la République démocratique populaire lao et le Timor-Leste n'étaient pas dotés d'un système de suivi. En outre, elles ont abouti à la conclusion qu'il était rare que des enseignements soient tirés de la mise en œuvre sur le terrain. Les lacunes étaient évidentes à tous les niveaux, y compris s'agissant du suivi et de l'évaluation des résultantes des politiques, programmes, projets et activités, et les résultantes du PCT ne faisaient l'objet d'aucun suivi. Lorsque des rapports étaient disponibles, ils portaient principalement sur les réalisations obtenues au niveau des activités ou des produits, ou étaient voués à répondre aux exigences de donateurs. Si les résultats étaient connus, ils avaient peu d'incidence sur les décisions ou l'élaboration de nouveaux projets⁶⁴.

81. Certains programmes comprenaient un volet consistant à aider les institutions partenaires à créer un système de suivi et d'évaluation. Dans ce cas, des ressources et du personnel étaient affectés ou des mesures d'incitation étaient proposées; les systèmes étaient fonctionnels mais nécessitaient encore des améliorations pour être à même d'étayer efficacement la prise de décision et de produire des éléments factuels de manière systématique.

82. Au Myanmar, le système de suivi mis en place dans le cadre du programme de sécurité alimentaire durable au plan environnemental (ESFSP) est un bon exemple de mécanisme fonctionnel. Par ailleurs, l'étude sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et des liens avec les marchés pour les petits producteurs d'Otdar Mean Cheay et de Preah Vihear (Improving Food Security and Market Linkages for Smallholders in Oddar Meanchey and Preah Vihear [MALIS]), réalisée par une équipe spéciale au Cambodge, a permis de recueillir des informations quantitatives pour démontrer les effets de pratiques alimentaires améliorées. Une amélioration du système de suivi et d'évaluation a également été observée au Bhoutan, où le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle faisait partie de l'engagement pris à l'égard de l'ASACR. Au Timor-Leste et en République démocratique populaire lao, l'appui au Ministère de l'agriculture et des forêts, en partie financé par l'intermédiaire d'un PCT, comprenait l'élaboration d'un système de suivi et d'évaluation⁶⁵.

83. En Afghanistan et au Bangladesh, l'élaboration des projets de la FAO comprenait explicitement la création d'un système de suivi et d'évaluation, dont l'objectif était de permettre une surveillance et de guider la gestion des interventions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, de fournir des éléments factuels aux fins de la détermination des pratiques optimales et de permettre d'ajuster régulièrement les projets. Dans les deux pays, la FAO a aidé à renforcer les capacités institutionnelles et humaines, les systèmes de suivi et d'évaluation étaient opérationnels, les équipes de suivi effectuaient des visites régulières sur le terrain et les résultats étaient communiqués et transmis aux décideurs⁶⁶.

Vision for FAO's Work in Nutrition. Rome, 119 p., constatation 29 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

⁶⁴ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh*, paragraphe 52 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2015. *Evaluation of FAO's country programme in Lao People's Democratic Republic* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>).

⁶⁵ FAO. 2019. *Evaluation of FAO's contribution to the Democratic Republic of Timor-Leste, 2015-2018*, paragraphes 3, 72 et 117 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5653en/ca5653en.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to Bhutan* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA1565EN/ca1565en.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Myanmar Country Program* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>); FAO. 2015. *Evaluation of FAO's country programme in Lao People's Democratic Republic* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>).

⁶⁶ FAO. 2016. *Cluster evaluation of: Strengthening the Role of Women in Agriculture Development for Improved Household Food; Strengthening Policy Development and Coordination for Food and Nutrition Security in Afghanistan; Support to Extension Systems, Household Food and Livelihood Security*, paragraphes 10 et 90 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bq875e.pdf>); FAO. 2017. *Bangladesh Food Safety Cluster Evaluation*, paragraphes 97, 117 et 122 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd703e.pdf>).

Constatation 10 – Des défaillances en matière de gestion et de diffusion des connaissances ont limité les réalisations globales de la FAO et les possibilités de tirer parti des réalisations et des bonnes pratiques, ainsi que la capacité de l’Organisation d’influencer les plateformes, les politiques et les décideurs. Les réseaux existants peuvent servir de plateformes pour une diffusion plus large mais ils étaient sous-utilisés.

84. La mauvaise gestion des connaissances et l’absence de plan relatif à la visibilité, la communication et la diffusion limitent la mise en valeur des réalisations de la FAO, ainsi que la mise à profit de l’expérience acquise à l’appui de la prise de décision.

85. Bien que d’importantes informations et des publications phares aient été produites au niveau des pays, elles n’étaient ni gérées ni diffusées à grande échelle. On peut citer à titre d’exemple la participation de la FAO à l’IPC, à des recensements, à des enquêtes sur la vulnérabilité, l’alimentation et la nutrition ou à des évaluations⁶⁷. Globalement, l’efficacité et les produits de la gestion des connaissances de la FAO étaient limités, en raison des faibles capacités de gestion des données, de l’absence ou de la qualité médiocre des résultats de suivi et d’évaluation ou de l’inexistence de mesures relatives aux résultats ou à l’impact. À cela s’ajoutait l’absence de plan relatif à la visibilité, la diffusion et la communication qui permettrait au plus grand nombre d’accéder aux produits⁶⁸. Il a été signalé que les résultats des activités pilotes, en particulier sur l’intégration de la nutrition, n’étaient pas communiqués au Cambodge, alors qu’ils étaient disponibles⁶⁹. Il était rare que des rapports de suivi existent en République démocratique populaire lao⁷⁰. Il a été souvent indiqué que les études et les évaluations existantes étaient sous-utilisées par les décideurs⁷¹.

86. Les flux de connaissances de la base vers le sommet étaient quasi inexistantes, bien que des résultats fiables soient disponibles, par exemple pour la mise en œuvre au Bangladesh et au Cambodge⁷².

87. Les plateformes existantes sont sous-utilisées. Il a été reconnu que le Bangladesh avait été très efficace s’agissant de tisser des réseaux avec d’importantes institutions de création de savoir implantées dans le pays, qui servaient de plateformes pour la production et la diffusion de connaissances⁷³. Toutefois, d’autres équipes d’évaluation recommandaient de renforcer l’utilisation des plateformes existantes, telles que le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la plateforme Unis

⁶⁷ FAO. 2019. *Evaluation of FAO’s contribution to the Democratic Republic of Timor-Leste, 2015-2018* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/ca5653en/ca5653en.pdf>); FAO. 2015. *Evaluation of FAO’s country programme in Lao People’s Democratic Republic*, paragraphe 122 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO’s Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p., conclusion 5 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s Contribution to Bangladesh*, paragraphes 331 et 346 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>).

⁶⁸ FAO. 2015. *Evaluation of FAO’s country programme in Lao People’s Democratic Republic*, conclusion 4, ES 26, conclusion 6, paragraphe 252 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO’s Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p., paragraphes 13, 77 et 187 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s contribution to the Myanmar Country Program* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>).

⁶⁹ FAO. 2018. *Evaluation of FAO’s Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p., paragraphe 211, recommandation 5, paragraphe 229 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>).

⁷⁰ FAO. 2015. *Evaluation of FAO’s country programme in Lao People’s Democratic Republic* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>).

⁷¹ FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>).

⁷² FAO. 2018. *Evaluation of FAO’s Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s Contribution to Bangladesh* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>); FAO. 2017. *Bangladesh Food Safety Cluster Evaluation* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/a-bd703e.pdf>).

⁷³ FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s Contribution to Bangladesh*, paragraphes 291 et 316 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

dans l'action ou le forum des partenaires de développement, pour diffuser les connaissances⁷⁴. Les plateformes mondiales peuvent être davantage exploitées. C'est par exemple le cas du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition et de la plateforme mondiale en ligne de la Communauté de pratique agriculture-nutrition (Ag2Nut)⁷⁵, créée à l'instigation de la FAO⁷⁶.

Constatation 11 – Une question nouvelle découlant des évaluations examinées est le manque d'attention prêté aux stratégies et aux plans de retrait, qui limite non seulement la pérennité des interventions mais aussi les possibilités de concrétiser pleinement les avantages et l'impact des investissements de la FAO.

88. Le rôle de la FAO en matière de mise en œuvre consiste à prêter un appui aux projets pilotes afin d'en tirer des enseignements et d'en démontrer les avantages potentiels. Les effets à long terme et à grande échelle doivent être obtenus par l'intermédiaire d'institutions partenaires, mieux à même de mener des activités de cette ampleur. Cela nécessite une réflexion anticipée et un découpage méticuleux des étapes et des jalons.

89. Il ressortait de toutes les évaluations examinées que les projets concernant l'alimentation et la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et les chaînes de valeur alimentaires étaient dépourvus de stratégies de retrait de la FAO, mais permettaient néanmoins de maintenir ou de transposer à plus grande échelle les activités afin de pérenniser les résultats au-delà de la phase d'appui proprement dite⁷⁷.

90. Cependant, un exemple positif a été relevé au Bangladesh, où une approche stratégique élaborée avec soin prévoyait de créer des structures durables, de nouer des partenariats et d'assurer la continuité des activités. La FAO était parvenue à renforcer les capacités des institutions existantes et à faire participer un large éventail de partenaires, à prêter un appui à l'élaboration de politiques et de réglementations, à créer des exemples reproductibles et à mettre au point des directives et des manuels inspirés de l'expérience acquise au niveau national et sur le terrain. Par conséquent, le Gouvernement semblait indiquer qu'il entendait accroître la dotation en personnel dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et les crédits budgétaires consacrés à la poursuite des activités et à une transposition partielle à plus grande échelle. Néanmoins, l'équipe d'évaluation a signalé que les

⁷⁴ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017*, paragraphe 93 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>).

⁷⁵ Cette liste non exhaustive a été établie avec l'aide du Directeur général adjoint (climat et ressources naturelles), de la Division des partenariats, des activités de plaidoyer et du renforcement des capacités, des départements techniques et des bureaux régionaux à la fin de 2014, autour de 123 réseaux mondiaux, dont 103 groupes de discussion, 14 réseaux techniques et six réseaux informels.

⁷⁶ FAO. 2019. *Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition*. Rome, 119 p., paragraphe 14. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3762en/ca3762en.pdf>).

⁷⁷ FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Islamic Republic of Pakistan 2012-2017* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BU280/bu280.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Myanmar Country Program* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>); FAO. 2015. *Evaluation of FAO's country programme in Lao People's Democratic Republic* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-br837e.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to Bhutan* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA1565EN/ca1565en.pdf>); FAO. 2017. *Final Evaluation of the Environmentally Sustainable Food Security Program (ESFSP) in Myanmar* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd693e.pdf>); FAO. 2016. *Cluster evaluation of: Strengthening the Role of Women in Agriculture Development for Improved Household Food; Strengthening Policy Development and Coordination for Food and Nutrition Security in Afghanistan; Support to Extension Systems, Household Food and Livelihood Security* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bq875e.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Strategic Objective 1: Contribute to the eradication of hunger, food insecurity and malnutrition* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I9572EN/i9572en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Strategic Objective 4: Enabling Inclusive and Efficient Agricultural and Food Systems, Review of the Implementation of FAO's Strategy for Improving Food Safety Globally* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd712e.pdf>).

avantages ne pourraient se concrétiser pleinement sans un renforcement des capacités et un appui financier accru⁷⁸.

Enseignements à retenir

Enseignement 1 – Une approche à plusieurs volets qui sous-tend des évolutions stratégiques en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, renforce le cadre d’action et suscite l’engagement, tout en facilitant des interventions efficaces qui produisent des éléments factuels et favorisent l’apprentissage, donne de bons résultats.

91. Enseignements tirés de l’appui prêté par la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments et de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bangladesh et en Afghanistan – L’appui de la FAO à la sécurité sanitaire des aliments au Bangladesh comprenait le renforcement des structures institutionnelles et de la coordination, la mise en œuvre de mécanismes d’établissement de normes et de réglementations, ainsi que des capacités techniques et fonctionnelles, le soutien aux structures décentralisées et la sensibilisation des consommateurs aux fins de l’adoption de bonnes pratiques à l’échelon communautaire. Les exemples positifs de pratiques améliorées ont créé un climat de confiance et suscité des engagements au niveau des politiques, ce qui est aussi l’une des clés de la durabilité. En Afghanistan, l’appui de la FAO a permis de renforcer les services de vulgarisation afin de donner aux communautés les moyens d’améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire. Dans le même temps, la FAO a renforcé les capacités en amont afin de faciliter un dialogue sur les politiques et des avancées stratégiques en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L’équipe d’évaluation a conclu que la FAO appliquait une approche systématique fondée sur le renforcement des capacités des institutions responsables et des prestataires de services, ainsi que des destinataires de l’aide (communautés, groupes de producteurs ou bénéficiaires, par exemple); le cas de la transformation de fruits et légumes et de la culture de champignons fournissait, semble-t-il, des enseignements judicieux.

Enseignement 2 – La sécurité sanitaire des aliments et les chaînes de valeur peuvent véritablement contribuer à l’élimination de la faim et de la malnutrition. Cependant, il faut savoir que ce sont des domaines complexes et multidimensionnels, qui requièrent une action concertée, un niveau d’expertise élevé et des capacités importantes, ainsi que des partenariats bien coordonnés, si l’on entend obtenir des résultats satisfaisants.

92. S’agissant de la sécurité sanitaire des aliments et des chaînes de valeur, l’EPP de la FAO au Bangladesh fournit un enseignement utile. La coopération de tous les partenaires est indispensable pour mettre en place un système de contrôle des aliments fiable et efficace et faire œuvre de sensibilisation, de même que l’adoption de normes d’hygiène et de sécurité sanitaire des aliments dans l’ensemble de la chaîne de valeur. Le renforcement de la confiance dans la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, de la production à la consommation, est considéré comme essentiel aux fins de l’amélioration des pratiques. La modernisation des infrastructures et de la connectivité des marchés grâce à des investissements en capital et l’accès des groupes de petits producteurs aux marchés, au crédit, aux intrants et aux services, qui favorise l’efficacité et la compétitivité des chaînes de valeur, sont également des éléments importants. De plus, une approche durable nécessite de s’employer autant à accroître la productivité qu’à faciliter les liens avec les marchés, en faisant participer les groupes d’agriculteurs et les organisations de producteurs⁷⁹.

Enseignement 3 – L’intégration de la nutrition dans les services de vulgarisation agricole et les écoles pratiques d’agriculture fonctionnait mieux lorsqu’il existait une coopération à long terme entre les institutions gouvernementales chargées de l’agriculture et la FAO et que la nutrition était considérée comme prioritaire.

93. En Afghanistan, au Bangladesh et au Cambodge, la FAO a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de l’Agriculture sur deux à trois phases de projet visant à sensibiliser et à renforcer les capacités aux fins de l’amélioration de l’alimentation et de la nutrition. Afin de ne pas se cantonner à la

⁷⁸ FAO. 2017. *Bangladesh Food Safety Cluster Evaluation* (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/a-bd703e.pdf>).

⁷⁹ FAO. 2017. *Evaluation of FAO’s Contribution to Bangladesh*, paragraphes 62 et 63 (disponible à l’adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

sécurité alimentaire et de favoriser également la nutrition, la promotion de la nutrition a été intégrée avec succès aux services agricoles. Les équipes de la FAO chargées de l'agriculture et de la nutrition et les partenaires ont défini conjointement les objectifs nutritionnels et les plans de travail correspondants, qui prévoyaient à la fois l'amélioration de l'offre d'aliments variés et la création d'une demande grâce à l'éducation nutritionnelle. La FAO a contribué à renforcer les services de vulgarisation agricole pour ce qui était de prêter des services aux écoles pratiques d'agriculture existantes, aux agricultrices et aux groupes d'intérêt. Les services agricoles ont soutenu la production alimentaire familiale et sa diversification. À cela s'est ajoutée la promotion de la nutrition, qui englobait des interventions nutritionnelles fondées sur des éléments concrets, telles que la supplémentation en acide folique pendant la grossesse, la vermifugation, le lavage des mains et l'assainissement dans le cas du Bangladesh et du Cambodge. En Afghanistan, l'accent a également été mis sur l'amélioration de l'accès des femmes à l'information, le renforcement des compétences en matière de commercialisation, et l'établissement de liens entre les marchés et des groupes de villages, en particulier pour la commercialisation d'aliments transformés localement qui contribuaient à l'autonomisation sociale et économique des femmes. Dans ces trois pays, il a été constaté que la FAO évaluait systématiquement les impacts au niveau des communautés dans le cadre d'activités spéciales de suivi et d'évaluation. Des pratiques nutritionnelles améliorées ont été observées dans tous les pays. Au Cambodge, l'EPP a également montré que tous les agriculteurs consommaient une plus grande variété de légumes et d'aliments riches en protéines⁸⁰.

Enseignement 4 – Le suivi et l'évaluation sont importants pour mettre en lumière les réussites, créer des produits de la connaissance, sensibiliser, instaurer un climat de confiance et susciter des engagements parmi les partenaires, y compris les donateurs. Les systèmes de suivi et d'évaluation étaient plus efficaces lorsqu'ils étaient intégrés dans la conception du programme et non perçus simplement comme une fonction de gestion des programmes. Les mesures d'incitation au suivi des résultats permettaient, semble-t-il, d'améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation.

94. Habituellement, le système de suivi et d'évaluation de la FAO au niveau du pays ou du projet n'est pas bien établi, le fonctionnement des bureaux de pays ne repose pas toujours sur un cadre de résultats cohérent et les ressources (unité de suivi composée de fonctionnaires, par exemple) sont rares, à moins qu'elles ne soient intégrées aux travaux de l'Organisation ou aux accords avec les partenaires. Là où ils étaient considérés comme un objectif d'appui aux institutions partenaires ou faisaient partie des accords passés avec les partenaires d'exécution, des ressources et du personnel étaient affectés et, partant, les systèmes étaient plus solides, comme observé au Bangladesh, au Cambodge ou au Timor-Leste, par exemple⁸¹. Le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières a appliqué une approche novatrice au Myanmar, associée à des mesures d'incitation claires, comme des possibilités de poursuite du financement⁸². Bien qu'il n'ait pas été mis en relation avec l'élimination de la faim et de la malnutrition, cet enseignement est transposable.

Enseignement 5 – L'obtention de résultats durables à grande échelle nécessite une stratégie de retrait spécifique au pays, élaborée avec soin et mise en œuvre de manière progressive.

95. L'expérience du Bangladesh fournit un enseignement important. La clé du transfert réussi des responsabilités entre la FAO et les partenaires a été de s'appuyer sur le renforcement des capacités des

⁸⁰ FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh*, paragraphe 52 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>); FAO. 2016. *Cluster evaluation of: Strengthening the Role of Women in Agriculture Development for Improved Household Food; Strengthening Policy Development and Coordination for Food and Nutrition Security in Afghanistan; Support to Extension Systems, Household Food and Livelihood Security* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bq875e.pdf>).

⁸¹ FAO. 2019. *Evaluation of FAO's contribution to the Democratic Republic of Timor-Leste, 2015-2018* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5653en/ca5653en.pdf>); FAO. 2018. *Evaluation of FAO's Contribution to The Kingdom of Cambodia*. Rome, 89 p. (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4448en/ca4448en.pdf>); FAO. 2017. *Evaluation of FAO's Contribution to Bangladesh* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/BD730/bd730.pdf>).

⁸² FAO. 2017. *Evaluation of FAO's contribution to the Myanmar Country Program*, paragraphe 233 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/I8557EN/i8557en.pdf>).

institutions existantes au lieu de créer de nouvelles entités. L'appui aux capacités à long terme s'adressait à un large éventail et à un grand nombre de personnes formées, issues de la fonction publique, du secteur privé et d'organisations de la société civile, et a consisté à fournir une expertise technique, à créer un climat de confiance et à favoriser la prise en main et la participation. En outre, la coordination et les synergies entre les projets ont été cruciales pour pérenniser les efforts et, très concrètement, le nombre de membres du personnel ayant été formés est suffisant pour pouvoir faire face aux mutations et aux départs⁸³.

Conclusions et recommandations

96. Conclusion 1 – L'initiative Défi Faim zéro répond aux besoins prioritaires de la région. L'élimination de la faim et de la malnutrition est considérée comme un objectif commun des cadres régionaux et nationaux, en accord avec les ODD et les OS de la FAO. En coopération avec des partenaires et avec l'appui de son groupe d'experts, l'Organisation a fait œuvre de plaidoyer et de sensibilisation avec succès dans l'ensemble de la région. Elle a participé à l'élaboration de politiques et de plans d'action multisectoriels. L'appui aux lois, aux normes et aux cadres réglementaires relatifs à la sécurité sanitaire des aliments était très efficace et contribuait à améliorer les pratiques là où le gouvernement national en faisait sa priorité. La FAO est reconnue en tant que fournisseur de capacités, d'informations et de connaissances et ses produits sont grandement appréciés et fréquemment utilisés. L'insécurité alimentaire et la malnutrition en milieu urbain, ainsi que le double fardeau de la malnutrition (excès pondéral et obésité), sont les nouveaux enjeux qui se font jour dans la région; ils nécessitent une attention accrue et une action immédiate. Ces problématiques n'étaient pas traitées dans les évaluations examinées.

97. Recommandation 1 – Il convient d'accorder davantage d'attention à l'élaboration de produits de la connaissance, d'informations et de directives spécifiques au contexte qui permettent de combler les manques des pays et des partenaires en matière d'informations et de connaissances sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Une approche plus systématique de la gestion et du partage des connaissances améliorerait la visibilité de la FAO, la reconnaissance dont elle jouit et la confiance des partenaires s'agissant d'investir dans des approches prometteuses. La mutualisation des enseignements tirés par les pays au sein de la région ou à l'échelle mondiale pourrait favoriser le transfert de connaissances, créer des synergies et améliorer l'efficacité et l'efficacé. Il serait possible d'exploiter les plateformes existantes à cet effet.

98. Conclusion 2 – La FAO a tissé un vaste réseau de partenaires et sa collaboration avec des partenaires incontournables, principalement issus des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la gestion des ressources naturelles, aux niveaux régional et national, semblait excellente. Davantage de progrès ont peut-être été accomplis récemment, mais les évaluations, qui couvraient la période allant de 2014 à 2018, ont abouti à la conclusion que les partenariats avec des partenaires non traditionnels pouvaient être développés.

99. Recommandation 2 – Les réseaux avec des partenaires non traditionnels pourraient être renforcés et permettre ainsi une intégration plus forte des approches fondées sur le choix des aliments dans des secteurs tels que la santé, l'éducation ou la protection sociale. Une collaboration plus active avec des entités du secteur privé est un besoin qui se fait jour dans la région; elle permettrait d'améliorer l'impact et la pérennité des investissements liés à la sécurité sanitaire des aliments et aux chaînes de valeur. L'élargissement des partenariats avec des instituts de recherche pourrait offrir des possibilités non négligeables d'améliorer les politiques tenant compte de la nutrition et la prestation de services. Ce point est aussi important pour répondre aux besoins nouveaux et trouver des solutions viables à des questions comme le double fardeau de la malnutrition, les régimes alimentaires sains et l'obésité/excès pondéral ou encore la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain, questions qui se font jour en Asie et dans le Pacifique. Compte tenu de son haut niveau et de son caractère multisectoriel, ainsi que du fait

⁸³ FAO. 2017. *Bangladesh Food Safety Cluster Evaluation*, paragraphe 135 (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bd703e.pdf>).

qu'il bénéficie de l'appui de donateurs incontournables, le Mouvement SUN constitue une plateforme adéquate pour mener activement le dialogue sur les approches tenant compte de la nutrition.

100. Conclusion 3 – Les évolutions des chaînes de valeur peuvent considérablement participer à la sécurité alimentaire et à la nutrition et être le moteur de la croissance économique dans la région. Bien qu'une réduction des pertes après récolte ait été signalée dans un certain nombre de pays, aucune des évaluations analysées ne présentait une approche systématique destinée à favoriser l'apport de valeur ajoutée. La nécessité de traiter les questions de sécurité sanitaire des aliments de manière cohérente dans l'ensemble de la chaîne de valeur était évoquée mais rarement satisfaite.

101. Recommandation 3 – Il ressort des résultats des évaluations qu'il est nécessaire de mettre en avant un nouvel aspect du renforcement systématique de la sécurité sanitaire des aliments dans l'ensemble de la chaîne de valeur et de renforcer les liens avec les marchés, notamment au moyen de la participation du secteur privé. Il conviendrait d'accorder davantage d'attention aux choix qui s'offrent pour ce qui est de diversifier les chaînes de valeur afin d'améliorer l'accès à une alimentation plus variée et, partant, de contribuer à une meilleure nutrition, en particulier au sein des populations vulnérables. Une coopération plus étroite entre les équipes d'experts situées dans les bureaux de pays, au bureau régional et au Siège pourrait aider à tirer des enseignements des bonnes pratiques de façon à améliorer la conception et à renforcer l'impact des chaînes de valeur alimentaires sur l'augmentation des revenus et la disponibilité d'aliments sans danger et nutritifs qui contribuent à une alimentation variée.

102. Conclusion 4 – Des lacunes ont été observées dans la mise en œuvre de programmes concrets qui auraient des effets mesurables sur la sécurité alimentaire et la nutrition. En outre, les évaluations examinées ne contenaient pas de constatations sur l'intégration des objectifs consistant à améliorer la qualité des régimes alimentaire dans les investissements agricoles.

103. Recommandation 4 – La FAO doit collaborer avec des partenaires afin de trouver des moyens d'intégrer l'alimentation et la nutrition dans des investissements agricoles de grande ampleur. Des enseignements concrets découlent des activités menées en Afghanistan, au Bangladesh et au Cambodge. Le groupe d'experts de la FAO pourrait aider les bureaux décentralisés à transposer les enseignements tirés à l'échelle mondiale dans le contexte d'un pays donné et, partant, faciliter leur intégration active dans des programmes concrets. Par ailleurs, l'excès pondéral et l'obésité sont reconnus comme des problématiques nouvelles en Asie et dans le Pacifique, qui réclament davantage de recherche et de solutions novatrices, ainsi qu'une action urgente destinée à alléger ce fardeau.

104. Conclusion 5 – Les bureaux de pays et les projets de la FAO étaient souvent dépourvus de système de suivi et d'évaluation systématiques. En outre, les équipes d'évaluation ont constaté l'absence de plans de communication et de diffusion. Par conséquent, l'Organisation manque des occasions de présenter les résultats, de mutualiser l'expérience acquise et d'informer les décideurs.

105. Recommandation 5 – L'existence d'un système efficace de suivi et d'évaluation permettrait d'exploiter systématiquement les réalisations de la FAO et de communiquer à ce sujet. Il conviendrait d'adopter une approche axée sur les résultats en matière de gestion, qui ouvre des voies et établisse un cadre logique comprenant des objectifs clairs et des indicateurs relatifs aux résultantes, pour suivre les progrès accomplis. Les futurs CPP doivent prévoir une forte intégration du suivi et de l'évaluation dans toutes les activités de programme. Des moyens novateurs d'inciter au suivi et à l'évaluation et de les intégrer dans les modalités de conception et de mise en œuvre des programmes pourraient permettre de renforcer ces systèmes.

106. Conclusion 6 – L'assistance technique de la FAO vise à lancer des processus, à faciliter le dialogue sur les politiques, à amorcer une mise en œuvre efficace sur la base d'activités pilotes et à fournir des solutions et des exemples de réussite. Cependant, l'absence de stratégies de retrait limite la pérennité, l'assimilation et la transposition à plus grande échelle des activités et, partant, les possibilités d'obtenir tous les effets possibles. Des enseignements positifs et transférables ont été relevés au Bangladesh.

107. Recommandation 6 – Il convient d'élaborer des stratégies de retrait et des plans de mise en œuvre, ainsi que de convenir de leur contenu au début de chaque opération. Pour être fluide, la sortie de la FAO doit reposer sur une approche stratégique qui permette d'exploiter et de renforcer les capacités existantes, de favoriser la prise en main et de fixer des jalons pour le transfert progressif des

responsabilités. Collaborer avec un large éventail de partenaires, clarifier les responsabilités, créer des exemples reproductibles et préparer et faciliter l'application de directives relatives à la mise en œuvre contribue à renforcer et à pérenniser la démarche après la phase d'appui actif.